

La liste des papables circule déjà pour remplacer le secrétaire d'Etat Yves Rossier

# Vers le choix d'une Alémanique

« SANDRINE HOCHSTRASSER

**Affaires étrangères** » Les couloirs doivent bruiser de rumeurs au Palais des Nations à Genève, où tous les ambassadeurs suisses sont réunis pour leur conférence annuelle. Lequel d'entre eux est prêt à quitter les salons feutrés de la diplomatie pour le poste, très exposé, de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères?

Les noms des potentiels successeurs d'Yves Rossier, dont la démission a été annoncée vendredi, circulent déjà dans la presse alémanique. La nomination sera mise au concours à la fin du mois et le conseiller fédéral Didier Burkhalter présentera son choix cet automne à ses collègues du gouvernement, qui devront l'avaliser.

**«Une forte pression»**

Plusieurs voix au sein du parlement et du sérail diplomatique s'élèvent pour réclamer une femme. Le ministre n'est entouré que d'hommes à la tête du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les femmes n'occupent que 20% des postes de cadres supérieurs. Il y a donc «une forte pression» pour nommer une diplomate, indique un ancien représentant de la Suisse à l'étranger.

Les possibilités sont restreintes, puisque le DFAE ne compte que 15% d'ambassadrices. Mais certaines sont connues pour leurs «excellentes compétences», à commencer par Christine Schraner Burgener, qui a repris le prestigieux poste de Berlin. Livia Leu, ancienne ambassadrice en Iran, aujourd'hui responsable des relations économiques bilatérales au Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), est également citée par tous les parlementaires et anciens ambassadeurs interrogés. Heidi Grau, cheffe de la division Sécurité humaine à Berne, a «impressionné» certains politiciens, mais son profil ne fait pas l'unanimité. «Je doute qu'elle ait le charisme pour s'imposer auprès de tous les collaborateurs du DFAE», se méfie un ex-diplomate.

Le futur secrétaire d'Etat doit être capable de «faire la synthèse des différents courants au sein du DFAE, il doit avoir la confiance du patron (Didier



Hier au Palais des Nations, à Genève, les regards étaient tournés vers Yves Rossier à l'occasion de la conférence annuelle des ambassadeurs. Keystone

**«A la place d'Yves Rossier, je serais aussi partie»**

Micheline Calmy-Rey

Burkhalter) et s'entendre avec les autres conseillers fédéraux», souligne notre interlocuteur. Ce n'est pas un détail: Yves Rossier s'est vu retirer le dossier européen au profit de Jacques de Watteville, car le Fribourgeois «à la personnalité affirmée» avait perdu la confiance des membres du gouvernement.

**Un départ qui n'a pas surpris**

Son départ n'a surpris personne au sein de ce petit monde feutré. «Il trouvait la situation actuelle insupportable», note l'une de ses connaissances. «A sa place, je serais aussi partie», a lancé d'ail-

leurs l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey sur les ondes de la RTS.

Le futur secrétaire d'Etat devrait reprendre la responsabilité du dossier européen, le mandat de Jacques de Watteville arrivant à son terme en 2017. Plusieurs diplomates (masculins) sont d'ailleurs cités pour leurs compétences en la matière, à l'instar de Roberto Balzaretto qui quitte cette année la mission suisse auprès de l'Union européenne.

Sur ce dossier notamment, «il faudra que le secrétaire d'Etat «passe bien» auprès des autres partis pour protéger le flanc droit

du ministre», estime un parlementaire bourgeois. «Le PDC notamment multiplie les attaques contre le chef du DFAE.» Certains y voient un avantage pour le secrétaire d'Etat suppléant, Alexandre Fasel, du PDC.

La plupart des diplomates contestent l'importance de ce critère, puisque le secrétaire d'Etat n'est pas censé avoir de couleur politique. «Mais il doit être capable de mener une discussion sur le front intérieur et convaincre notamment la Suisse alémanique», admettent-ils en précisant qu'une candidate d'outre-Sarine serait idéale. »

**L'initiative fustigée par la droite**



**Economie verte** » La droite a dénoncé hier «la dictature verte» que deviendrait l'initiative des écologistes «Pour une économie verte» en cas de oui le 25 septembre. Critiquant les buts «irréalistes» du texte, elle a souligné la bonne performance de la Suisse dans le recyclage.

Si tous les habitants de la Terre consommaient autant que les Suisses, il faudrait environ trois globes pour répondre aux besoins. L'initiative populaire veut réduire l'empreinte écologique à une fois la Terre d'ici à 2050. Elle est soutenue par la gauche, les vert libéraux, le PEV et plusieurs organisations, dont la fondation pour les consommateurs SKS.

Selon le sondage SSR paru vendredi, l'initiative pour une économie verte séduirait 61% des personnes interrogées. Mais le nombre d'indécis se montait encore à 15%. La droite a sorti les arguments chocs pour les convaincre. » ATS

**Trente et une infections au Zika**

**Virus** » Deux nouveaux cas d'infection par le virus Zika ont été signalés en Suisse. Le nombre total de cas enregistrés atteint désormais 31, selon le dernier bulletin de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

L'une des deux personnes a été infectée au Guatemala par le virus Zika, a déclaré hier Patrick Mathys, chef adjoint de la Division des maladies transmissibles à l'OFSP. On ne sait pas où l'autre personne a été contaminée.

L'OFSP a reçu près de 250 demandes d'information sur certains pays depuis le début de l'épidémie. Les questions concernent actuellement les Etats-Unis. Les autorités américaines ont émis récemment un avertissement touchant la région de Miami Beach en Floride, où cinq nouveaux cas viennent d'être signalés. L'office fédéral énumère des recommandations sur son site internet. » ATS

**SUISSE-ITALIE**

**COLLABORATION ACCRUE**

La Suisse et l'Italie ont décidé hier de renforcer leur coopération en politique européenne. A Genève, le conseiller fédéral Didier Burkhalter et son homologue italien Paolo Gentiloni ont discuté de migrations et de sécurité sur le continent, soulignant des progrès. Les deux hommes ont aussi abordé des questions bilatérales. ATS

**JEUNES**

**UNE TÉLÉ DÉPOSE LE BILAN**

La chaîne suisse alémanique de télévision pour les jeunes joiz ferme ses portes. Le conseil d'administration a déposé le bilan pour les deux entreprises suisses joiz Suisse SA et joiz IP SA pour cause de surendettement. En tout, septante-cinq employés sont touchés par cette fermeture en Suisse. ATS

**Zapper la pub en différé nuit aux chaînes de télévision**

**Médias** » La Communauté d'intérêts radio et télévision (IRF), qui regroupe les chaînes de télévision, réclame une suppression partielle de la possibilité de sauter les publicités. Cette option met à mal leurs revenus publicitaires et leur survie.

En Suisse romande et en Suisse alémanique, la publicité est moins regardée (-59%) dans les diffusions en différé, a déploré l'IRF hier. La possibilité de sauter la publicité anéantirait littéralement le chiffre d'affaires publicitaire et les chaînes perdraient de l'argent. En 2014, la perte des recettes publicitaires s'élevait à 45 millions de francs. Elle a atteint 67 millions en 2015. Les pronostics des pertes pour 2017 sont évalués à 123 millions de francs.

La Suisse serait le seul pays où les câblo-opérateurs et les plates-

formes TV peuvent acquérir les droits d'auteur à un prix régulé pour ces services d'archivage qui comprennent le programme complet de toutes les chaînes de télévision.

Le tarif en vigueur jusqu'à la fin 2016 prévoit que les fournisseurs de services TV versent 1,50 franc par mois et par client, s'ils permettent à ces derniers de regarder pendant sept jours les programmes librement et en sautant la publicité. Une augmentation minimale de 10 centimes par utilisateur et par mois est prévue pour 2017.

Les paiements pour les droits de diffusion en différé versés aux sociétés de gestion s'élevaient en 2015 à 18,9 millions. Les chaînes en ont reçu 5,4 millions, ce qui est sans commune mesure avec la perte de recettes de 67 millions, écrit l'IRF. » ATS

PUBLICITÉ

**Un poids supplémentaire sur le dos des travailleurs!**

**Initiative AVSplus NON**

www.avsplus-non.ch

Comité interpartis «Non à l'initiative AVSplus», CP 2255 - 3001 Berne